

## Les Universités populaires aujourd'hui : l'exemple de Marseille

### Un entretien avec Annick Stevens

- Peux-tu résumer ton parcours en quelques mots avant la fondation de l'Université populaire de Marseille (UPM) ?

Jusqu'en 2012 j'étais professeur de philosophie dans une université belge. J'ai démissionné en raison des changements imposés progressivement aux universités par les législations européenne et nationales. Ces changements concernent les programmes des cours, la promotion de certaines filières et la dévalorisation d'autres, les critères d'évaluation et de sélection des enseignants et chercheurs, les objectifs qu'est censé viser l'enseignement universitaire, toutes mesures menant à une grave décadence qualitative et à une perte de sens du rôle de l'université dans la société, outre le défaut souvent mentionné d'une soumission croissante à l'idéologie productiviste et economiciste. Ceux qui refusaient la domination de l'intrigue et du carriérisme étaient trop découragés pour lutter collectivement ; la qualité des cours et des travaux de recherche était devenue le dernier souci des gestionnaires comme des ambitieux ; il était impossible de continuer de participer à un tel système.

- Quand, pourquoi et comment l'UPM a-t-elle été créée ?

Depuis plusieurs années je suivais avec intérêt le renouveau des universités populaires, qui renouaient en partie avec les motivations de leur première création au tournant des XIXe et XXe siècles. À cette époque comme maintenant, il s'agissait de répondre à un désir de connaissances non pas directement pour accéder à une profession mais pour le plaisir de s'élever intellectuellement, d'améliorer ses moyens de jugement, de comprendre la complexité des différents domaines théoriques et pratiques, tout cela permettant aussi de mieux agir dans et sur la société. Comme je voulais continuer à enseigner la philosophie, et que par expérience j'en étais arrivée à penser que cela ne peut se faire que dans une complète liberté, aussi bien la liberté des auditeurs qui choisissent d'y participer que l'indépendance vis-à-vis de toute autorité politique ou académique, j'ai décidé de créer une université populaire pour y donner ce type de cours.

Un ami m'a mise en contact avec Richard Martin, le directeur du Théâtre Toursky, qui a tout de suite accepté de me prêter une salle un soir par semaine. J'ai aussi bénéficié du même coup des moyens de diffusion de l'association des amis du théâtre pour faire connaître l'initiative, et dès les premières séances un public très sincèrement intéressé et très participatif a fréquenté régulièrement les cours. Toujours par souci d'indépendance, l'association ne s'est pas formalisée officiellement, ne demande aucune subvention, n'a besoin d'aucune administration, tout étant gratuit et fonctionnant sans frais.

- Quels sont les principaux enseignements qui y sont délivrés ?

Au début n'étaient proposés que des cours de philosophie, sous la forme de cycles thématiques de six à dix séances, pour bien approfondir un sujet et non se contenter de l'effleurer en une seule soirée. Deux ans plus tard, une auditrice, professeure retraitée d'histoire-géo, a proposé un premier cycle d'histoire sociale, qui a eu le même succès, et a été suivi d'autres cycles à raison d'à peu près un par an. Depuis se sont aussi ajoutés des

cours de biologie (un cycle de génétique, et bientôt un cycle sur l'évolution et l'hérédité), de musicologie et de littérature, ces derniers avec moins de régularité.

Nous sommes ouverts à toutes les disciplines, à condition qu'il s'agisse de cours approfondis, dispensés avec un grand souci didactique, laissant une large place aux questions et débats (au moins un tiers du temps), et surtout considérant que toute personne du public a quelque chose de pertinent à dire en raison de son expérience, de ses lectures ou de ses réflexions personnelles. Comme nous n'avons aucune contrainte de rendement, nous fonctionnons suivant les propositions : si une personne qui a des compétences particulières (par sa formation, sa profession ou en tant qu'autodidacte) a envie d'en faire bénéficier les autres selon les principes et les manières de faire que nous avons adoptées, elle est la bienvenue. Nous avons constitué un petit comité informel pour juger des propositions, composé des intervenants et des auditeurs qui souhaitent s'y impliquer.

En outre, dès la première année, à la demande d'un auditeur qui ne se sentait pas assez formé pour lire directement les ouvrages dont on parlait aux cours, j'ai organisé un atelier de lecture de textes philosophiques, pour un groupe plus restreint (une vingtaine de participants), qui se tient en journée dans un lieu associatif (pour les Marseillais : à Mille bâbords). Le groupe décide collectivement des textes qu'il veut lire, dans la seule limite de mes compétences et de mes affinités philosophiques — car on n'enseigne bien que ce qu'on aime. Là, on élabore vraiment une réflexion collective, qui débouche parfois sur des interprétations tout à fait inédites qui valent celles des ouvrages spécialisés.

- Quels sont ses éventuels rapports avec les autres universités populaires, aussi bien de la région qu'au plan national ?

Il y a un peu plus d'un an, l'Université populaire d'Aix-en-Provence, pour fêter ses dix ans d'existence, a invité les autres UP de la région à se réunir pour échanger leurs expériences. On a pu constater à cette occasion toute la diversité des démarches et des modes de fonctionnement. D'une manière générale, on peut tracer un certain nombre de distinctions valables pour l'ensemble du mouvement, y compris dans les pays européens proches où l'expérience existe. La première et la plus importante concerne les contenus : s'agit-il de véritables cours, c'est-à-dire de transmissions de connaissances, qui prennent au sérieux le nom d'université et visent un niveau intellectuel élevé, ou bien plutôt d'exposés portant sur des questions d'actualité sociale et politique ? Nous avons choisi la première formule, comme c'est le cas aussi, par exemple, à l'UP de Caen. A Aix ou à Forcalquier, l'équipe est assez nombreuse pour pouvoir proposer les deux. On a aussi dans la région une UP rurale beaucoup plus axée sur les savoir-faire pratiques, ce qui permet d'abolir presque complètement la distinction entre intervenants et auditeurs.

D'autres distinctions portent sur les moyens matériels et humains : y a-t-il une administration faite par des salariés ou des bénévoles ? Sollicite-t-on les pouvoirs publics pour obtenir des salles municipales ou des subventions ? Les intervenants sont-ils invités parmi des professionnels en exercice ou des personnalités connues ? Dans ce dernier cas, l'invitation n'est possible que pour un nombre très limité d'interventions, ce qui n'est pas compatible avec le choix d'un cycle approfondi.

Cette diversité est une très bonne chose et il n'y a aucune raison de vouloir opposer un modèle à l'autre ; selon moi, il faut seulement que chaque UP exprime clairement sa

démarche en fonction de ses objectifs, et que les auditeurs soient bien conscients de tout l'éventail de possibilités qui s'offre à eux. Lors de la réunion d'Aix, le désir était très clair d'établir des collaborations entre différentes UP de la région, mais c'est difficile à réaliser : chaque intervenant consacre en général déjà le maximum de son temps à sa propre UP et ne peut pas facilement se déplacer plusieurs semaines consécutives pour intervenir ailleurs.

- Après cinq années de fonctionnement, quel bilan peux-tu en tirer ? Et quels sont ses projets d'avenir, à court, moyen ou long terme ?

Le bilan dépend évidemment des objectifs de départ. Certains ont été atteints et même dépassés au-delà de toutes les prévisions, d'autres rencontrent des problèmes que nous ne voyons pas comment résoudre.

Le plus positif est la qualité des rencontres. Rencontre, d'abord, entre une soif d'apprendre et un désir de transmettre, dont les résultats se mesurent à la fidélité d'une grande partie du public, à sa curiosité toujours renouvelée et à ses progrès manifestes dans la manière d'aborder les questions intellectuelles et de développer son jugement personnel sur des bases de plus en plus solides. Rencontre tout simplement entre des personnes, entre lesquelles s'est établie une relation de confiance, d'estime réciproque, de bienveillance et de complicité. C'est ce que devrait toujours comporter une relation pédagogique, mais c'est pour ainsi dire impossible à réaliser dans un cadre institutionnel et scolaire, où le statut hiérarchique et le couperet de l'examen biaisent toute tentative d'une relation ouverte et égalitaire. En cela, l'université populaire est une expérience pédagogique exceptionnelle, en même temps qu'une opportunité unique pour ceux qui veulent rattraper des apprentissages qu'ils n'ont pas eu l'occasion d'acquérir, dans une relation qui n'a plus rien de scolaire ou d'infantilisant.

Le plus difficile à réaliser est l'objectif de toucher toutes les catégories sociales. En principe, l'UP s'adresse à tout le monde et il n'y a aucun obstacle financier à la participation puisque les cours sont gratuits et se donnent, à Marseille du moins, dans des quartiers habités par les populations les plus pauvres de la ville. Cependant, si l'on définit les catégories sociales en termes économiques, on y trouve tout l'éventail de la classe moyenne, mais ni les très pauvres ni les riches. Pour les riches, je suppose que la raison en est l'absence totale de prestige social ou de bénéfice économique de cette activité. Pour les pauvres, j'avoue que je ne comprends pas trop la raison, et, pour en avoir souvent parlé avec d'autres intervenants d'UP ou d'initiatives culturelles du même genre, tout le monde est dans la même perplexité. Sans doute, les personnes dont l'existence est extrêmement précaire sont-elles trop préoccupées par la simple survie pour s'adonner à une activité qui n'aide pas directement à s'en sortir. Mais on est condamné à ne rien comprendre si on n'introduit pas dans la définition des catégories sociales la composante de l'instruction et surtout du désir d'instruction, ce qui n'est pas pareil. C'est en effet un constat généralisé que les UP n'attirent pas les personnes qui ont un niveau d'instruction et de culture très bas. Les gens qui viennent sont intéressés par le savoir et la culture, qu'ils en aient déjà beaucoup ou non.

Or, quand on lit les publications militantes du début du XXe siècle, lorsque le projet des universités populaires était mis en œuvre, soutenu ou co-organisé par les associations d'ouvriers ou de militants, on découvre que la précarité économique n'allait pas du tout de

pair avec un désintérêt pour les questions intellectuelles et culturelles. Et ce n'était pas seulement, voire pas du tout, en vue d'une amélioration des conditions matérielles que l'on fréquentait les causeries, les athénées libertaires et les divers lieux de transmission des savoirs. On visait l'émancipation par l'esprit : à la fois l'émancipation sociale par la capacité de juger et de modifier la situation sociale grâce à des bases théoriques solides, et une émancipation que j'appellerais « existentielle », c'est-à-dire l'accès à une humanité plus épanouie, plus pleine, plus digne. Pourquoi est-ce que cela a changé, et comment susciter le désir de cette émancipation chez ceux qui l'ont perdu ? (On pourrait aussi se demander s'il faut que tout le monde désire une telle émancipation ; mais il me semble difficile de répondre par la négative, vu qu'il s'agit pour chacun de trouver sa propre humanité, ses propres désirs et pensées libérés des conditionnements grâce à la distance réflexive : comment pourrait-on ne pas souhaiter ça pour tout le monde ?) Curieusement, il semble que les vidéos des cours sur You Tube sont regardées par une plus grande proportion de personnes disposant de peu d'instruction mais qui désirent en acquérir. Si cette impression se confirme, que beaucoup de personnes s'instruisent sur Internet mais sont réticentes à se rendre physiquement à un cours, il faudrait se demander comment améliorer l'accueil en UP pour que chacun se sente vraiment à l'aise. Mais il y a certainement d'autres éléments qui entrent en jeu.

Quant aux projets pour l'avenir, il me semble que la priorité à Marseille serait d'étoffer notre équipe d'intervenants réguliers pour proposer une gamme plus étendue de matières et de disciplines. Nous ne faisons pas beaucoup de prospection ; nous attendons que les gens se proposent, parce qu'ils sont intéressés par la démarche et se sentent capables et désireux de la mettre eux-mêmes en pratique. Nous comptons sur le bouche à oreille, mais il a ses limites, et il est peut-être temps de chercher des moyens de faire connaître le projet plus largement. Être un peu plus nombreux nous permettrait aussi de diversifier les lieux où intervenir, et par là de nous rendre accessibles à d'autres publics, même si trouver un lieu gratuit est un autre problème, plus aigu à Marseille que dans d'autres villes en raison de l'indigence de la politique culturelle municipale. Mais ce qui est essentiel, c'est qu'un éventuel élargissement maintienne l'état d'esprit dans lequel nous fonctionnons, la qualité des relations entre les personnes, l'équilibre entre le niveau élevé des enseignements et leur réelle mise à la disposition de tous.

- Le projet originel des Universités populaires remonte à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ; à la même époque, le mouvement syndical s'appuie sur les Bourses du travail qui comporte une partie culturelle essentielle. Marcel Martinet la systématisa dans son livre *Culture prolétarienne*. Comment est-ce que tu te situes dans ce débat de l'émancipation par le savoir délivré par les Universités populaires ou les Bourses du travail ? Et serait-il envisageable d'entamer une collaboration entre l'UPM et les organisations syndicales qui tentent de redonner leurs lettres de noblesse aux Bourses du travail ?

Ce serait l'une des pistes possibles pour rencontrer de nouvelles personnes susceptibles de s'intéresser au projet et éventuellement d'y proposer de nouvelles formules. Cela permettrait aussi de renforcer l'objectif politique qui est inséparable du projet d'université populaire. En effet, un savoir enseigné avec esprit critique et appel à la réflexion personnelle sera toujours politiquement formateur, mais il ne débouchera pas nécessairement sur des effets pratiques. Se rapprocher des Bourses du travail offrirait des

occasions de mettre cette pensée critique en pratique, de passer de la compréhension à l'action, pour ceux qui le souhaitent.

Cependant, je pense qu'il faut absolument éviter de confondre la connaissance intellectuelle et l'action politique. C'est très clair en philosophie : si on mène une recherche philosophique avec l'objectif d'appuyer un projet politique, on fera de la mauvaise philosophie. L'interrogation philosophique ne doit présupposer aucun résultat ni écarter a priori aucun chemin de pensée. Elle doit progresser en fonction de ses propres critères et non d'impératifs extérieurs. C'est pareil pour l'histoire et pour toutes les sciences : un historien ou un scientifique trop désireux de soutenir une thèse politique introduira des biais méthodologiques dans sa recherche et n'atteindra pas le but de celle-ci, qui est la connaissance ou la compréhension de faits. Dans l'autre sens aussi d'ailleurs, si l'analyse théorique est mauvaise, le projet politique qui s'appuie sur elle sera déficient et inefficace.

Si l'on veut mener une réflexion politique collective, il faut bien distinguer ce qui est de l'ordre de l'information et des faits, et ce qui est de l'ordre du choix, du projet, de la proposition, qui implique des aspirations et des émotions beaucoup plus personnelles. Dans l'ordre des faits, il y a une vérité ou du moins une exactitude relative qui peut être démontrée par des raisonnements rigoureux ; par conséquent, il y a des personnes qui sont plus spécialistes que d'autres parce qu'elles se sont consacrées à cet apprentissage. Dans l'ordre des projets politiques, il n'y a pas de vérité ni de spécialistes, mais des propositions plus ou moins bonnes dont il faut évaluer collectivement les avantages et les inconvénients en fonction de critères qui sont ultimement des choix de valeurs. C'est donc d'une toute autre manière qu'il faut organiser ce genre de débats. Et ce serait certainement possible dans le cadre d'une collaboration entre université populaire et Bourse du travail, sur la base d'une participation strictement égalitaire de toutes les personnes qui voudraient s'y impliquer.

[Encadré] : Pour aller plus loin

L'Université populaire de Marseille dispose d'un site internet (<http://www.universite-populaire-de-marseille.net/>) qui présente les cours qui y ont été dispensés, accompagnés d'informations pratiques. Elle dispose aussi d'une chaîne Youtube ([www.youtube.com/universitepopulairedemarseille](http://www.youtube.com/universitepopulairedemarseille)) où sont retransmis la plupart de ses cours. Elle propose enfin une nouvelle collection d'ouvrages, aux éditions l'atinoir, qui « publie des savoirs de haut niveau sous une forme accessible à tous, dans un esprit d'émancipation intellectuelle et sociale ». Le premier titre, *Nietzsche la passion des sommets* d'Annick Stevens, sera suivi de *Parlez-moi de vos gènes. Méthodes, découvertes et limites de la génétique de la personnalité* de Jacques van Helden et de *Mille ans de révolte paysanne. Contre le servage et la privatisation des communs* de Christine Excoffier ; suivront des ouvrages sur Héraclite et Aristote.